



# TUVALU



PACIFIQUE

PACIFIC

TUVALU, dénommées autrefois «les Ellice», est le plus petit Etat ACP membre de la Convention de Lomé, à laquelle il a adhéré après son indépendance acquise en 1978. L'archipel est composé de 9 atolls dispersés sur un espace de 1,3 million de km<sup>2</sup> dans l'Océan Pacifique. L'essentiel de ses terres ne dépassant pas 3,5 mètres au-dessus du niveau de la mer, le réchauffement climatique devient une sérieuse préoccupation à moyen terme.

Les ressources naturelles de Tuvalu sont extrêmement limitées. Ses terres sont très peu fertiles et un nombre réduit de plantes peuvent y être cultivées. Le coprah est le seul produit d'exportation et il n'y a aucun gisement minier significatif. Cependant, avec une Zone Economique Exclusive étendue, Tuvalu dispose d'un potentiel halieutique considérable qui, depuis les années 1980, ne représente cependant que 6 % du PIB.

Durant les trois premières Conventions de Lomé, les secteurs de concentration de l'aide programmable (3,6 millions d'écus au total) ont été le développement rural, les infrastructures sociales et l'environnement. Les actions de développement rural prennent la forme de programmes de microprojets (construction de hangars de stockage pour le coprah; création de réservoirs d'eau et de bassins de réception de l'eau de pluie). Le second secteur de l'aide européenne concerne l'amélioration de la fourniture d'électricité à la population de la capitale, Funafuti. Un programme de protection des côtes est aussi soutenu par les fonds des PIN, afin de contrer les effets de l'érosion provoquée par les vagues.

Dans le cadre de Lomé IV, l'essentiel des ressources du PIN (1,30 millions d'écus) sert à financer un programme d'importation de fuel.

En outre, 0,5 million d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

Depuis 1979, Tuvalu reçoit régulièrement des transferts au titre du Stabex, pour le coprah.

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	264 \$ (1987)
Exportations	0,6 mio \$ (1993)
<i>coprah</i>	
Service de la dette / exportations	na/nd

## Indicateurs sociaux

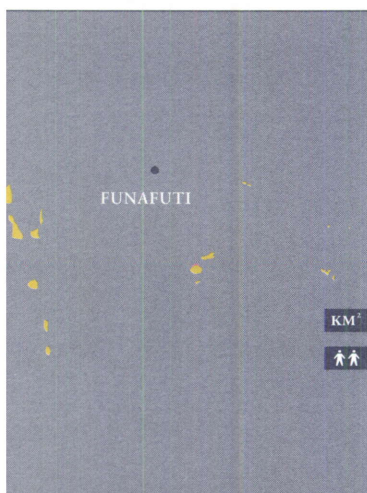
Taux de croissance de la population	4,1 % (1980-1990)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	34,2 % (1990)

## Economic indicators

GNP per capita	264 \$ (1987)
Exports	0.6 mio \$ (1993)
<i>copra</i>	
Debt service / exports	na/nd

## Social indicators

Population growth rate	4.1 % (1980-1990)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	34.2 % (1990)



FUNAFUTI

KM<sup>2</sup> 26

9 000

TUVALU, the former Ellice Islands, is the smallest ACP Member State of the Lomé Convention, to which it acceded after independence in 1978. The archipelago is composed of 9 atolls, spread over 1.3 million km<sup>2</sup> in the Pacific Ocean. With all its land at less than 3.5 m above sea level, global warming is a serious medium term concern.

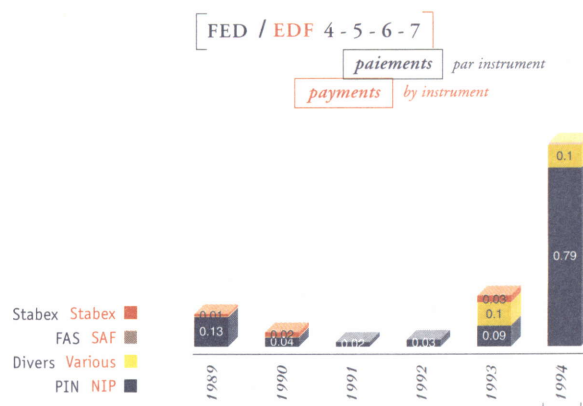
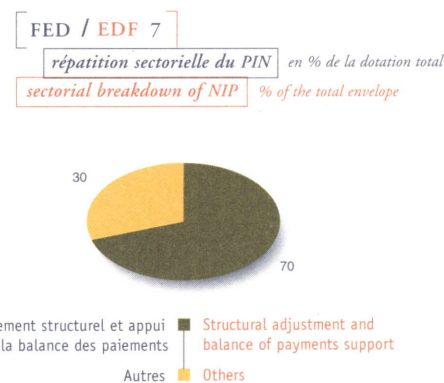
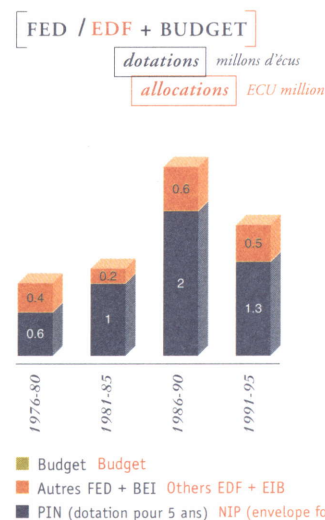
Tuvalu's natural resources are extremely limited. Its terrain is infertile and only a limited number of crops can be grown. Copra is the only export crop. There are no significant mineral deposits. With a huge Exclusive Economic Zone, fishing potential is considerable, though it accounted for only 6 % of GDP throughout the 1980s.

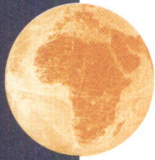
Programme aid (ECU 3.6 million in all) focused in the first three Lomé Conventions on rural development, social infrastructure and the environment. Rural development actions took the form of microproject programmes (construction of copra warehouses, water tanks and rainwater receptacles). The second focus of European Union assistance was the improvement of electricity supply to the population of the capital Funafuti. A coastal protection programme is also funded through the NIP, which aims to counter the effects of erosion.

Under Lomé IV, the bulk of NIP resources (ECU 1.30 million) is being to finance a fuel import programme.

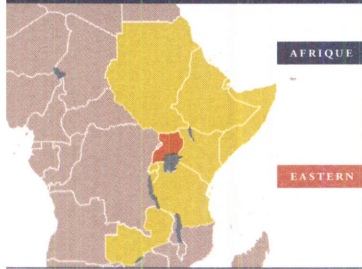
Moreover, ECU 0.5 million may be made available through the European Investment Bank (EIB) in the form of risk capital.

Since 1979, Tuvalu has been a regular beneficiary of Stabex transfers in respect of copra.





# UGANDA



AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND HORN OF AFRICA

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	190 \$ (1993)
Exportations	152 mio \$ (1993)
café	90 %
peaux	3 %
Service de la dette / exportations	121,2 % (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	3 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	81 % (1993)
Taux d'urbanisation	12 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	190 \$ (1993)
Exports	152 mio \$ (1993)
coffee	90 %
hides	3 %
Debt service / exports	121.2 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	3 % (1990-1995)
Primary schooling rate	81 % (1993)
Urbanization rate	12 % (1993)

INDÉPENDANT depuis 1962, l'Ouganda est un pays enclavé, composé pour l'essentiel d'un vaste plateau d'altitude moyenne supérieure à 1000 m. La stabilité politique retrouvée en 1986, après deux décennies de désordres et de guerres civiles, a permis au pays de lancer un grand programme de reconstruction, préalable à tout développement.

Les perspectives de développement de l'Ouganda portent principalement sur le secteur agricole. Elles sont globalement positives, avec une production vivrière excédentaire et des possibilités réelles de diversification et de transformation. Le pays doit cependant faire face aux contraintes inhérentes à son enclavement, à de graves maladies endémiques telles que le SIDA et la malaria, et à la nécessité de reconstruire ses outils de production, son secteur privé, son système bancaire, ses infrastructures et ses structures administratives.

Dans le cadre des Conventions de Lomé, l'Union européenne participe activement aux efforts de reconstruction. Au titre de Lomé IV, le Programme Indicatif National (145 millions d'écus) accorde la priorité aux infrastructures économiques et sociales, aux ressources humaines, à la production rurale et à l'environnement. Par ailleurs, 17 millions d'écus ont été engagés au titre de la facilité d'appui à l'ajustement structurel et les transferts alloués au titre du Stabex atteignent plus de 140 millions d'écus pour le café, le coton et les cuirs et peaux.

Un montant de 2,5 millions d'écus a également été alloué pour appuyer le processus de démocratisation. Les nombreux cofinancements en cours avec les ONG (près de 7 millions d'écus), portent essentiellement sur des actions de développement rural, en matière de santé ou à caractère social en faveur, notamment, des victimes du SIDA et des handicapés.

L'Ouganda joue un rôle régional important au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA), de la Zone d'Echanges Préférentiels (ZEP), de l'Autorité intergouvernementale sur la Sécheresse et pour le Développement (IGADD) et de l'Organisation du Bassin de la Kagera (OBK).

En outre, 15 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, dont 5,4 millions d'écus ont déjà été engagés (prêt global à la Development Finance Company of Uganda et étude de faisabilité d'une installation d'extraction de cobalt).



KM<sup>2</sup> 235 880

↑↑ 21 051 000

INDEPENDENT since 1962, Uganda is a landlocked country which mainly consists of a huge plateau with an average altitude of over 1000 m. Political stability, which was re-established in 1986 after two decades of disorder and civil war, has allowed Uganda to launch a major programme of reconstruction, a prerequisite for future development.

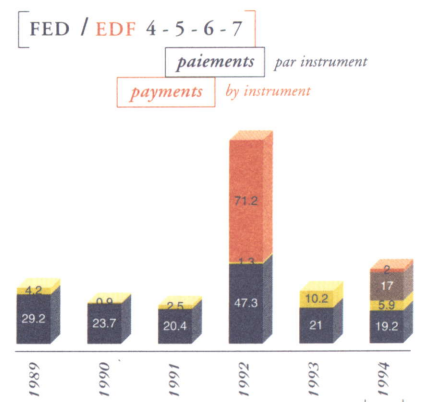
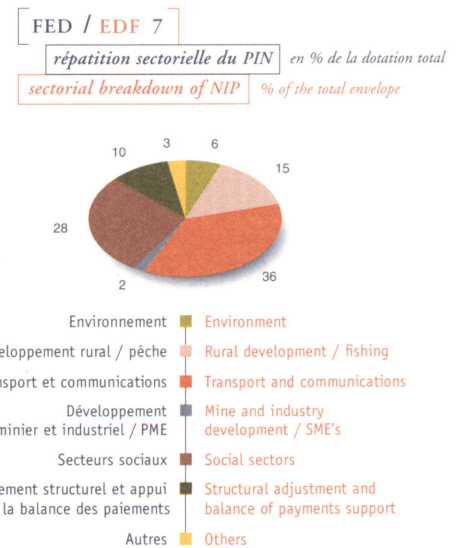
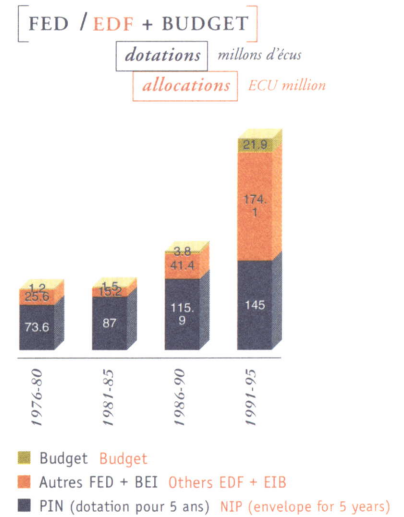
Uganda's development prospects focus mainly on the agricultural sector. The outlook is generally positive, with surplus food production and real possibilities of diversification and transformation. The country must, however, face up to constraints due to the fact that it is landlocked, as well as serious endemic diseases such as AIDS and malaria and the need to rebuild production equipment, its private sector, the banking system, its infrastructure and administrative structures.

In the framework of the Lomé Conventions, the European Union participates actively in reconstruction efforts. Under Lomé IV, the National Indicative Programme of ECU 145 million focuses on economic and social infrastructures, human resources, rural production and the environment. ECU 17 million has been committed under the facility for structural adjustment support and Stabex transfers came to more than ECU 140 million for coffee, cotton, leather and hides.

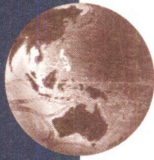
ECU 2.5 million was allocated to support the democratisation process. Numerous NGO projects are being funded (almost ECU 7 million), focusing mainly on rural development, health care and social concerns such as AIDS and the handicapped.

Uganda plays an important regional role within the Organisation of African Unity (OAU), The Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), the Preferential Trade Area (PTA), the Inter-Governmental Authority on Drought and for Development (IGADD) and the Kagera Basin Organisation (KBO).

In addition, ECU 15 million may be made available through the European Investment Bank (EIB) in the form of risk capital, of which ECU 5.4 million have already been committed (global loan to the Development Finance Company of Uganda and feasibility study for a cobalt extraction installation).



PIN y compris "programme special dette" NIP "special debt programme" included



# VANUATU



PACIFIQUE

PACIFIC

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	1230 \$ (1993)
Exportations	47 mio \$ (1993)
<i>coprah</i>	44 %
<i>viande de boeuf</i>	17 %
Service de la dette / exportations	4,7 % (1993)

## Indicateurs sociaux

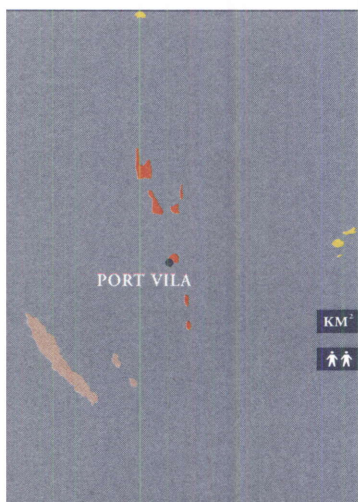
Taux de croissance de la population	2,6 % (1980-1990)
Taux de scolarisation primaire	90 % (1990*)
Taux d'urbanisation	18,5 % (1990)

## Economic indicators

GNP per capita	1230 \$ (1993)
Exports	47 mio \$ (1993)
<i>copra</i>	44 %
<i>beef</i>	17 %
Debt service / exports	4.7 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	2.6 % (1980-1990)
Primary schooling rate	90 % (1990*)
Urbanization rate	18.5 % (1990)



PORT VILA

KM<sup>2</sup> 12 190

161 000

DEVENU indépendant en 1980, après plusieurs décennies de condominium franco-britannique (Nouvelles Hébrides), Vanuatu comprend plus de 70 îles et possède une Zone Economique Exclusive de plus de 960 000 km<sup>2</sup>. Près de 18 % de la population vit dans les deux plus grandes villes, la capitale Port Vila (sur Efate) et Luganville (sur Espiritu Santo). La langue nationale est le Bislamah, l'anglais et le français demeurant les langues du gouvernement et du commerce.

L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur primaire avec le coprah, le cacao et la viande de boeuf comme principales exportations. Les exportations de bois sont actuellement soumises à restriction, à cause du caractère non-durable de l'exploitation des forêts. Un dynamique secteur des services financiers, situé au large de Vanuatu, contribue également au développement économique du pays.

L'aide de l'Union européenne a débuté dès l'indépendance et s'est concentrée, sous la Convention de Lomé I, au développement des zones rurales. Les Programme Indicatif Nationaux (PIN) de Lomé II et III (11,2 millions d'écus) sont restés axés sur le même secteur. Les principaux programmes financés ont été: des projets de développement de l'exploitation de la noix de coco, la formation dans le secteur de la pêche, la gestion forestière, le soutien aux petits éleveurs, l'accès aux zones rurales, et une étude sur les sites archéologiques ayant permis au pays d'avoir une meilleure connaissance de son patrimoine culturel.

Sous la Convention de Lomé IV, les ressources du PIN (6,5 million d'écus) poursuivent le soutien au secteur rural tout en privilégiant, au sein de ce secteur, la réalisation des infrastructures de base, dont la réhabilitation des écoles primaires rurales, avec la participation active des communautés locales. Plusieurs routes d'importance économique et sociale sont en construction dans les zones rurales.

Vanuatu a également reçu d'importants transferts au titre du Stabex pour compenser les pertes encourues par ses exportations de produits de base, principalement agricoles (24 millions d'écus depuis Lomé I).

En outre, 1 million d'écus a été prévu pour des interventions de La Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

INDEPENDENT in 1980, after several decades of Anglo-French condominium (New Hebrides), Vanuatu comprises more than 70 islands, and has an Exclusive Economic Zone of 960 000 km<sup>2</sup>. Some 18 % of the population live in the two largest towns, the capital Port Vila (on Efate) and Luganvillen (on Espiritu Santo). The national language is Bislamah with English and French as the languages of government and commerce.

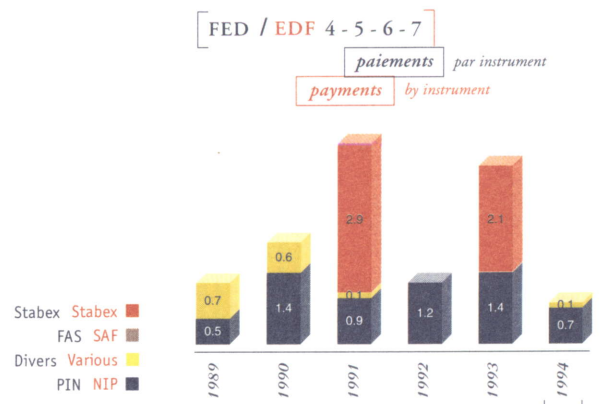
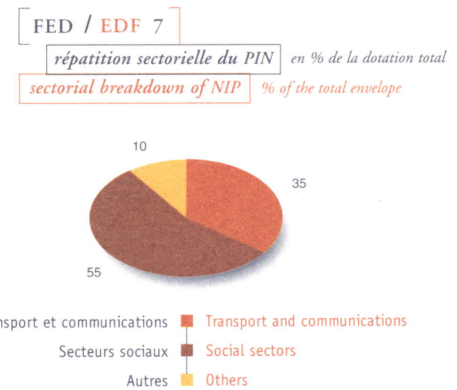
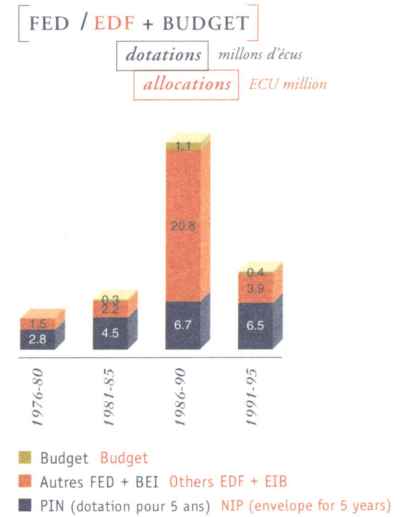
Vanuatu's economy relies principally on the primary sector with copra, cocoa and beef as the main agricultural exports. Timber exports are currently restricted because levels were felt to be environmentally unsustainable. A dynamic financial off-shore service sector is also contributing to the country's economic development.

European Union assistance began with independence and concentrated on rural development under the Lomé I Convention. The following National Indicative Programmes (NIPs) under Lomé II and III (ECU 11.2 million), focused on the same sector. Programmes financed included a coconut development project, training in the fisheries sector, forestry management, livestock smallholder support, rural access roads, and archaeological site survey that enabled the country to have a fuller knowledge of its traditional heritage.

Under Lomé IV, resources from NIP (ECU 6.5 million) continue to support the rural sector. Emphasis is on basic infrastructure, particularly through rehabilitation of rural primary schools, and including the active participation of the local communities. Several economically and socially important rural roads are also to be built.

Vanuatu has also received considerable amounts in Stabex transfers for losses of earnings incurred by its main agriculture export commodities (ECU 24 million since Lomé I).

Moreover, ECU 1 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital.





# WESTERN SAMOA



PACIFIQUE

PACIFIC

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	980 \$ (1993)
Exportations	56 mio \$ (1993)
huile végétale	22 %
Service de la dette / exportations	5,3 % (1992)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	0,2 % (1980-1990)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	22 % (1990)

## Economic indicators

GNP per capita	980 \$ (1993)
Exports	56 mio \$ (1993)
vegetable oil	22 %
Debt service / exports	5,3 % (1992)

## Social indicators

Population growth rate	0.2 % (1980-1990)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	22 % (1990)

LES SAMOA OCCIDENTALES, considérées comme le centre de la culture polynésienne, sont formées de deux îles principales (Upolu et Savai'i) et de plusieurs petites îles. Ce sont les premières îles de la région du Pacifique Sud à avoir acquis une pleine indépendance en 1962. Un référendum a instauré le suffrage universel en 1990, bien qu'il ait été décidé par la même occasion que seuls les Matais seraient éligibles au parlement.

L'économie des Samoa occidentales est dominée par le secteur primaire, avec une agriculture de subsistance d'une importance cruciale. Les revenus procurés par les principaux produits d'exportation agricoles, (le coprah et l'huile de noix de coco), ont récemment souffert de la chute des cours mondiaux et de l'impact de deux cyclones dévastateurs (Ofra en 1990, et Val en 1991).

Des petites industries se sont récemment développées dans les secteurs de la transformation alimentaire et des pièces détachées.

Les Samoa occidentales restent dépendantes de l'aide étrangère et des fonds envoyés par son importante communauté d'émigrés (environ 100 000 personnes), située principalement en Nouvelle Zélande et aux États-Unis.

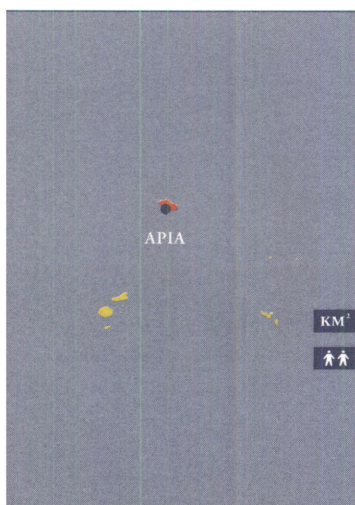
Depuis la première Convention de Lomé (près de 29 millions d'aide programmée), l'aide de l'Union européenne a été concentrée sur le secteur énergétique. Trois centrales hydroélectriques ont été construites. La dernière centrale, la Afulilo HP, a été cofinancée par le gouvernement des Samoa occidentale et plusieurs donateurs (Banque Asiatique de Développement, Banque Mondiale, Australian Aid, BEI) dont le principal est l'Union Européenne.

Sous Lomé I et II, des projets visant à améliorer le petit cheptel, ainsi que la manutention et le stockage du coprah ont été soutenus.

Tout au long des différentes Conventions de Lomé, les transferts Stabex effectués en compensation des pertes de recettes des exportations agricoles ont été importants (25 millions d'écus depuis Lomé I).

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (9 millions d'écus) est axé sur le secteur social et contribue largement à un programme d'approvisionnement en eau dans les zones rurales.

En outre, au titre des capitaux à risques, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a mis 1,5 million d'écus à la disposition de la Banque de Développement des Samoa Occidentales pour le financement de petites et moyennes entreprises dans les domaines de l'industrie, de l'agro-industrie, des pêcheries, du tourisme, des transports et des infrastructures productives.



APIA

KM<sup>2</sup> 2 840

↑↑ 170 000

WESTERN SAMOA, considered to be the centre of Polynesian culture, consists of two main islands (Upolu and Savai'i) and several smaller ones. The country was the first South Pacific island to gain independence in 1962. Universal suffrage was approved by referendum in 1990, though it was also decided that only Matais should be eligible for parliament.

Western Samoa's economy is dominated by the primary sector, with subsistence agriculture of crucial importance. Revenues from the main agricultural exports (copra and coconut oil) have suffered recently from low world market prices and from the impact of two devastating cyclones (Ofa in 1990 and Val in 1991). A small manufacturing sector has developed recently in food processing and automotive parts.

Western Samoa still depends on foreign aid and remittances from its large emigrated community (approximately 100 000 people), mainly living in New Zealand and in the United States.

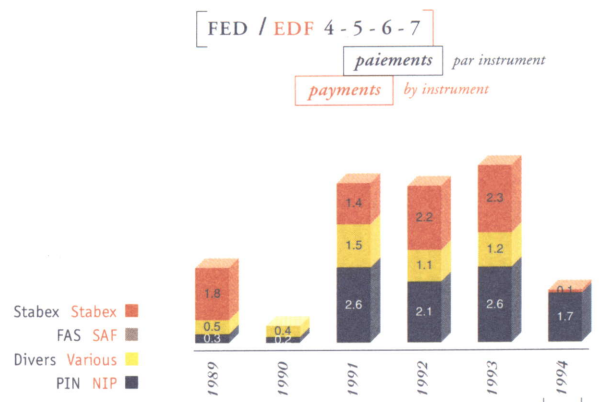
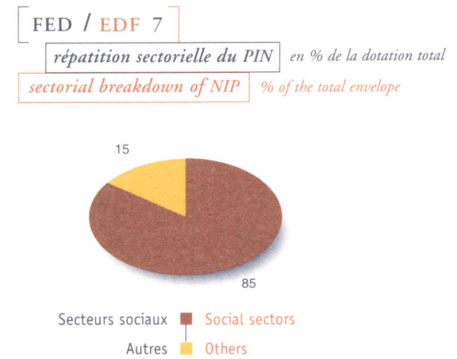
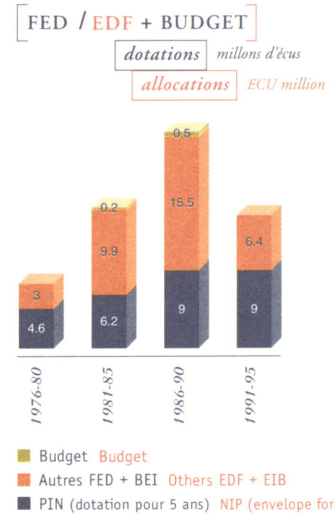
European Union assistance has been mainly concentrated in the energy sector ever since the first Lomé Convention (almost ECU 29 million of programmed aid). Three hydro-electric power plants have been built. The last one, the Afulilo HP Plant, was cofinanced by the Western Samoan Government and several donors (Asian Development Bank, World Bank, Australian Aid, EIB), with the European Union being one of the major ones.

Under Lomé I and II, projects for small livestock improvement and storage and handling of copra were funded.

Stabex transfers for losses of earnings incurred by export agriculture products have been significant under all Lomé Conventions (ECU 25 million since Lomé I).

The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 9 million) is focused on the social sector, with a major contribution to the rural water supply programme.

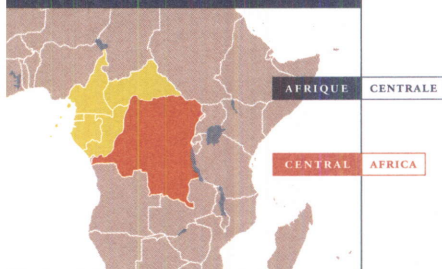
Moreover, ECU 1.5 million has been made available by the European Investment Bank (EIB) to the Development Bank of Western Samoa, in the form of risk capital, for financing small and medium-sized enterprises in industry, agro-industry, fisheries, tourism, transport and productive infrastructures.







# ZAÏRE



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	<i>na/nd</i>
Exportations	1070 mio \$ (1993)
cuivre	47 %
diamants	11 %
Service de la dette / exportations	15,1 % (1990)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	3,17 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	76 % (1993)
Taux d'urbanisation	29 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	<i>na/nd</i>
Exports	1070 mio \$ (1993)
copper	47 %
diamonds	11 %
Debt service / exports	15.1 % (1990)

## Social indicators

Population growth rate	3.17 % (1990-1995)
Primary schooling rate	76 % (1993)
Urbanization rate	29 % (1993)

IMMENSE pays équatorial couvert d'une végétation luxuriante et parcouru par de larges fleuves (14 000 km de voies navigables), le Zaïre dispose de ressources énergétiques, minérales et végétales exceptionnelles. Malgré ce très fort potentiel de développement, le pays traverse depuis 1986, une crise profonde marquée par une détérioration constante de la situation économique, financière et sociale due à des facteurs externes (baisse des cours mondiaux) et à des politiques internes inadéquates.

Cette crise a entraîné notamment une chute de 27 % du PNB par habitant sur la période 1978-1990, et une hyper-inflation qui a sapé les bases de l'économie formelle.

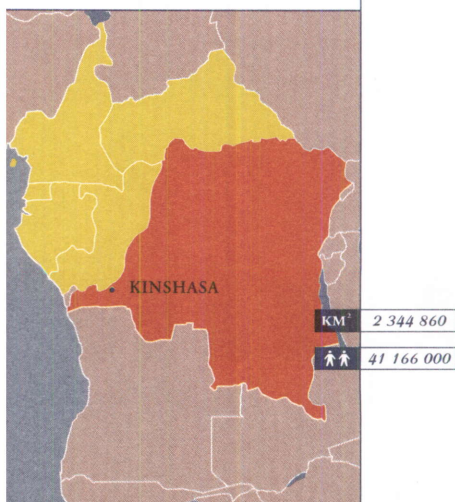
Les blocages survenus dans le processus de démocratisation lancé en 1990, ont amené l'Union européenne à suspendre ses programmes de coopération avec le pays en janvier 1992, à l'exception de l'aide humanitaire.

Depuis lors, l'Union européenne a alloué au Zaïre 87 millions d'écus au titre de l'aide d'urgence, de l'aide alimentaire et des cofinancements avec les organisations non-gouvernementales (ONG), et des programmes de réhabilitation, ce qui la place au premier rang des donateurs de la communauté internationale. Cette aide, qui provient à la fois des ressources de Lomé III, de Lomé IV et du budget de l'UE, bénéficie directement aux couches les plus défavorisées de la population ainsi qu'aux populations affectées par les troubles internes.

La coopération avec le Zaïre remonte au premier Fonds Européen de Développement (FED) de 1958, et s'est formellement inscrite dans le cadre conventionnel de Yaoundé, puis de Lomé, après l'accession à l'indépendance du pays, en 1960. Le Zaïre a dans le passé bénéficié de financements significatifs : sur les cinq premiers FED, l'aide programmable s'est élevée à un total de 420 millions d'écus, et a été consacrée aux infrastructures, à l'agriculture, au secteur minier, à l'énergie et à l'éducation. De plus, deux interventions au titre du Sysmin ont représenté plus de 70 millions d'écus.

Avec le Programme Indicatif National de Lomé III (147 millions d'écus), deux grands programmes de développement rural intégré et un programme de santé ont été mis en oeuvre, qui font une place importante à la coopération décentralisée (participation directe des collectivités locales, des communautés de base et des ONG aux actions de développement).

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (170 millions d'écus) n'a pu encore, à ce jour, être signé entre les partenaires en raison de la suspension de la coopération.



A HUGE equatorial country covered with luxuriant vegetation and criss-crossed by wide rivers (14 000 km of navigable waterways), Zaire has exceptional energy, mineral and vegetable resources. But despite this great development potential, the country has gone through a deep crisis since 1986, marked by a constant deterioration in the economic, financial and social situation. This is due to external factors (fall in world commodity prices) and inadequate internal policies.

This crisis led in particular to a 27 % fall in GNP per capita over the period 1978-90, and hyper-inflation which has weakened the bases of the formal economy.

The democratisation process launched in 1990 has suffered setbacks, and this caused the European Union to suspend its cooperation programmes with the country in January 1992, with the exception of humanitarian aid.

Since then, the European Union has granted ECU 87 million for emergency aid, food aid and cofinancing with non-governmental organisations (NGOs) and rehabilitation programmes, which makes it one of the international community's main donors. This aid, which comes from both the resources of Lomé III, Lomé IV and the EU's budget, directly benefits the population's most disadvantaged groups, as well as those populations affected by the domestic troubles.

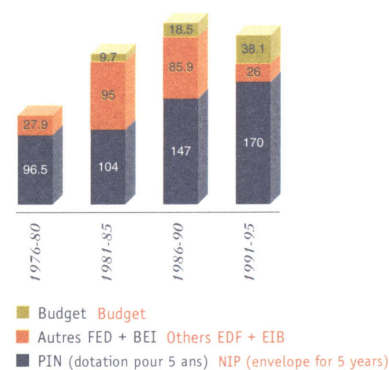
Cooperation with Zaire dates back to the first European Development Fund (EDF) in 1958, and formally comes within the Conventions of Yaoundé, followed by Lomé, after the country's achievement of independence in 1960. In the past, Zaire benefited from significant aid: from the first five EDFs, programmable aid totalled ECU 420 million, which was devoted to infrastructure, agriculture, the mining industry, energy and education. Moreover, two interventions under Sysmin represented more than ECU 70 million.

With the Lomé III National Indicative Programme (ECU 147 million), two large integrated rural development programmes and health programmes were implemented, focusing in particular on decentralised cooperation (direct participation by local authorities, grassroots communities, and NGOs in development actions).

The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 170 million) has still not been signed by the partners, due to the suspension of cooperation.

FED / EDF + BUDGET

dotations millions d'écus  
allocations ECU million



FED / EDF 7



(PIN non signé)

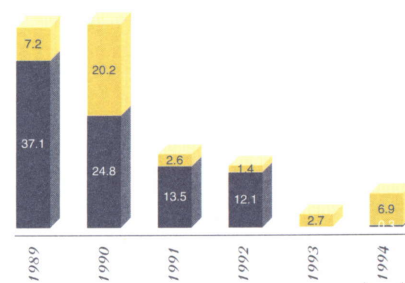
(NIP not signed)

FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7

paiements par instrument  
payments by instrument

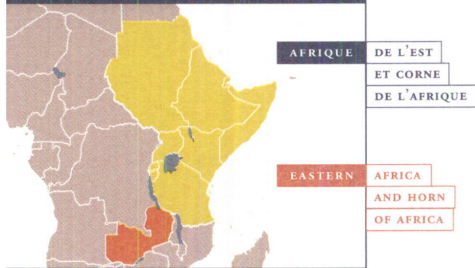
Stabex Stabex  
FAS SAF  
Divers Various

PIN y compris "programme special dette" NIP "special debt programme" included





# ZAMBIA



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	370 \$ (1993)
Exportations cuivre	880 mio \$ (1993) 85 %
Service de la dette / exportations	32,8 % (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,84 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	92 % (1993)
Taux d'urbanisation	43 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	370 \$ (1993)
Exports copper	880 mio \$ (1993) 85 %
Debt service / exports	32.8 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	2.84 % (1990-1995)
Primary schooling rate	92 % (1993)
Urbanization rate	43 % (1993)

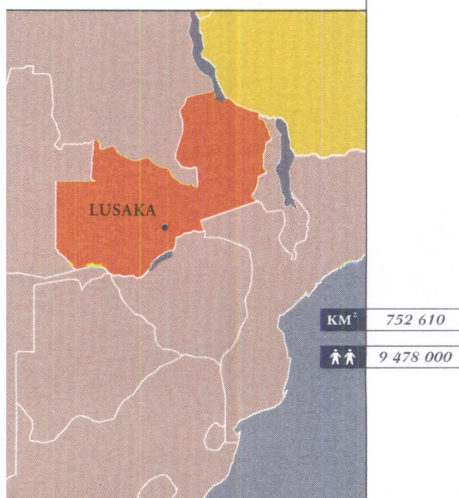
PAYS ENCLAVÉ, fortement urbanisé (près de la moitié de la population vit dans les villes), la Zambie est devenue indépendante en 1964. L'économie zambienne est en déclin depuis les années 1970 en raison de la chute des cours mondiaux du cuivre et d'une diminution de sa production —le pays tire encore du cuivre plus de 80 % de ses recettes d'exportation—, de difficultés de gestion de l'économie et d'un endettement croissant. Le gouvernement élu en 1991 a rapidement entrepris des réformes économiques et politiques qui ont permis de réaliser d'importants progrès dans les domaines de l'ajustement structurel et de la libéralisation de l'économie.

Sous les Conventions de Lomé précédentes, l'aide européenne s'est largement concentrée sur l'agriculture et le développement rural.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV, de 95 millions d'écus, a axé son aide sur l'amélioration des infrastructures routières, la promotion d'autres exportations que le cuivre et les infrastructures sociales. En plus de ces fonds, 82,8 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS), y inclus les activités dans le cadre de l'initiative transfrontières (CBI), et 60 millions d'écus provenant du Sysmin ont été alloués, sous Lomé IV, pour soutenir le programme de réformes économiques entrepris par le gouvernement. La Zambie a également reçu 1,2 million d'écus pour assister les réfugiés angolais et zaïrois qu'elle accueille sur son territoire.

La Zambie a bénéficié d'interventions importantes de la Banque Européenne d'Investissement: près de 42 millions d'écus ont été accordés sur ses ressources propres sous Lomé I et II, et près de 30 millions d'écus au titre des capitaux à risques sous Lomé I, II et III. Sous Lomé IV, les interventions au titre des capitaux à risques s'élèvent à 34,2 millions d'écus et concernent le secteur textile, les produits pharmaceutiques, la production de fleurs et le pipeline de Tazama.

Plusieurs actions importantes ont aussi été financées sur le budget de l'Union européenne, dont une aide alimentaire de 39 millions d'écus en réponse à la sécheresse dramatique qui a frappé le pays en 1991-1992.



ZAMBIA is a landlocked, highly urbanised country (nearly half the population live in towns) which gained independence in 1964. The Zambian economy had been in decline since the early 1970s as a result of the slump in copper prices and a fall in copper output (copper still accounts for 80 % of Zambia's exports), difficulties in economic management and increasing indebtedness. The new Government elected in 1991 immediately introduced economic and political reforms. Progress has since then been made in structural adjustment and liberalisation of the economy.

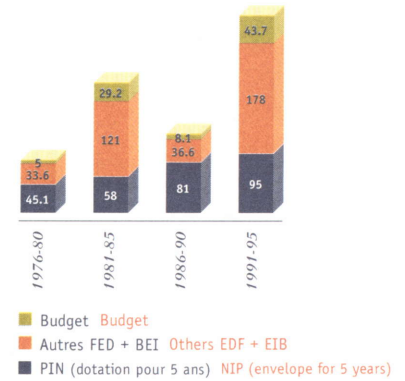
European Union assistance to Zambia under the previous Lomé Conventions concentrated largely on agriculture and rural development.

The Lomé IV National Indicative Programme of ECU 95 million has focused its assistance on the improvement of road infrastructure, the promotion of non-copper exports and the improvement of social infrastructure. In addition to the funds made available under the National Indicative Programme, ECU 82.8 million from the Structural Adjustment Facility (SAF), inclusive of the Cross Border Initiative (CBI) and ECU 60 million from Sysmin funds have been allocated under Lomé IV to assist the Government's economic recovery programme. ECU 1.2 million has also been allocated to assist Angolan and Zairian refugees inside Zambia.

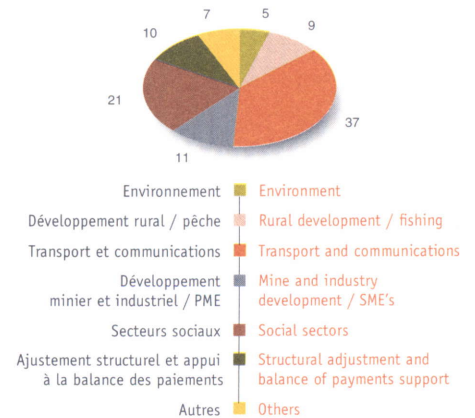
Zambia has benefited from the European Investment Bank's significant interventions: almost ECU 42 million has been allocated from its own resources under Lomé I and II, and around ECU 30 million in the form of risk capital under Lomé I, II and III. Under Lomé IV, intervention in the form of risk capital amounted to ECU 34.2 million for the textile sector, pharmaceutical products, flower production and the Tazama pipeline.

Important actions have been financed from EU budget funds, including ECU 39 million of food aid to Zambia in response to the severe drought which affected the country in 1991/1992.

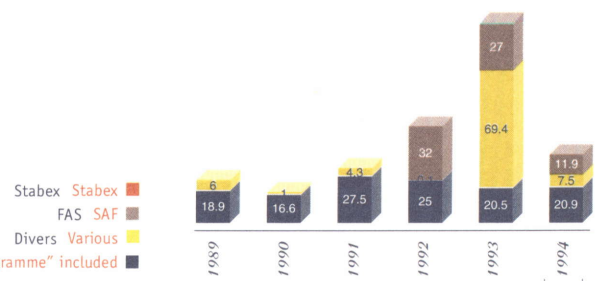
FED / EDF + BUDGET  
dotations millions d'écus  
allocations ECU million



FED / EDF 7  
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7  
paiements par instrument  
payments by instrument



PIN y compris "programme special dette" NIP "special debt programme" included



# ZIMBABWE

DEPUIS son accession à l'indépendance, en 1980, le Zimbabwe connaît une grande stabilité politique. En partie grâce à ses richesses naturelles, il possède l'économie la plus diversifiée et la plus industrialisée des Etats ACP d'Afrique australe. Le sous-sol recèle plus de 40 métaux et minéraux dont l'or, le nickel, le cuivre et les pierres précieuses. Défavorisé par un climat très aride, le pays connaît des périodes de sécheresse régulières, mais en temps normal les terres arables donnent des excédents appréciables.

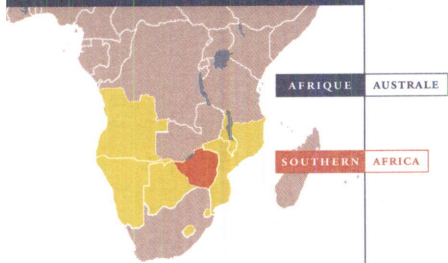
La coopération formelle entre le Zimbabwe et l'Union européenne a démarré sous la Convention de Lomé II, mais le pays a auparavant bénéficié d'aides humanitaires sur financement du budget européen, qui ont servi à la réinstallation de réfugiés ou de personnes déplacées victimes de guerre civile. Sous Lomé II et III, les fonds programmés (126 millions d'écus) ont permis de poursuivre ces actions et d'appuyer également le développement rural.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV, doté de 88 millions d'écus, maintient la priorité au développement rural et aux actions visant à générer une augmentation des revenus individuels. Une grande partie des ressources est ainsi consacrée au développement de la production de légumes et de fruits, à l'aménagement du territoire en améliorant le réseau de distribution d'eau dans certaines régions, et à la prévention dans le domaine de la santé animale grâce aux efforts entrepris dans la formation vétérinaire. L'originalité du Programme indicatif réside également dans l'importance accrue donnée aux initiatives locales de développement, grâce à un montant de 24 millions d'écus destiné à financer des programmes de microprojets.

L'appui au programme d'ajustement structurel lancé en 1991 entre à présent dans une phase de consolidation et atteindra 60 millions d'écus sous Lomé IV (1991-1995), dont 36 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et 24 millions provenant du PIN.

Le Zimbabwe a été, et demeure, un important bénéficiaire d'interventions de la Banque Européenne d'Investissement. Les premiers prêts accordés au pays remontent à Lomé II (35 millions d'écus sur les ressources propres de la Banque et 3,6 millions d'écus au titre des capitaux à risques). Sous Lomé III, quatre autres prêts totalisant 70 millions d'écus ont été accordés sur ressources propres. Sous Lomé IV, la BEI a augmenté ses interventions (107 millions d'écus sur ressources propres et 19,2 millions d'écus au titre des capitaux à risques) en accordant davantage d'attention au secteur privé.

Sur le plan commercial, les exportations du Zimbabwe vers l'Union européenne ont donné lieu à un excédent commercial de plus de 100 millions d'écus en 1993. Les principaux produits exportés sont le tabac (30 %), les minerais (30 % dont l'or, le nickel, le ferro-silicium) et le coton. En ce qui concerne la viande bovine, le Zimbabwe dispose d'un quota d'exportation dans le cadre du Protocole spécial de Lomé IV, qui est passé de 9 000 à 14 000 tonnes en 1993.



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	580 \$ (1993)
Exportations	1 211 mio \$ (1993)
tabac	30 %
minéraux	30 %
Service de la dette / exportations	32,3 % (1993)

## Indicateurs sociaux

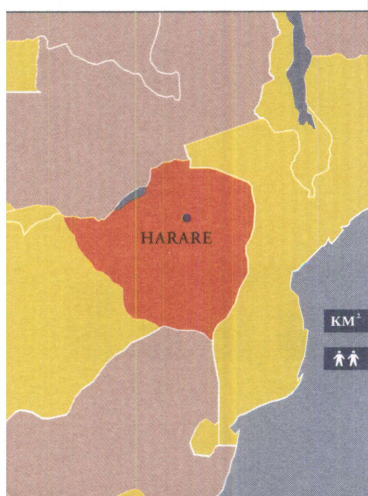
Taux de croissance de la population	2,97 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	123 % (1993)
Taux d'urbanisation	31 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	580 \$ (1993)
Exports	1211 mio \$ (1993)
tobacco	30 %
minerals	30 %
Debt service / exports	32.3 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	2.97 % (1990-1995)
Primary schooling rate	123 % (1993)
Urbanization rate	31 % (1993)



SINCE achieving independence in 1980, Zimbabwe has experienced great political stability. Partly due to its natural resources, it has the most diverse and industrialised economy of any Southern African ACP State. Mineral resources include over 40 metals and minerals, such as gold, nickel, copper and gems. The country has a very arid climate and regularly suffers periods of drought, whereas in normal weather the arable land produces significant surpluses.

Formal cooperation between Zimbabwe and the European Union began under the Lomé II Convention. However, the country had already benefited from humanitarian aid under the European budget financing, used for the resettlement of refugees or displaced persons that had been the victims of civil war. Under Lomé II and III, the programmed funds (ECU 126 million) helped implement these actions and also supported rural development.

The Lomé IV National Indicative Programme, with an ECU 88 million budget, gives priority to rural development and actions to generate an increase in individual revenue. A large part of the resources is therefore devoted to the development of fruit and vegetable production, to national and local development by improving the water distribution network in some regions, and to prevention in the field of animal health, thanks to efforts undertaken in veterinary training. The Indicative Programme's originality also lies in the greater importance accorded to development local initiatives, with ECU 24 million to finance microproject programmes.

Support for the structural adjustment programme launched in 1991, is now entering a consolidation phase and will reach ECU 60 million under Lomé IV (1991-1995), including ECU 36 million from the Structural Adjustment Facility (SAF) and ECU 24 million from the NIP.

Zimbabwe has been an important beneficiary of the European Investment Bank's intervention. The first loans given to the country date back to Lomé II (ECU 35 million from the Bank's own resources and ECU 3.6 million in the form of risk capital). Under Lomé III, four other loans amounting to ECU 70 million have been granted from the Bank's own resources. Under Lomé IV, the EIB has increased its intervention (ECU 107 million from its own resources and ECU 19.2 million in the form of risk capital) by concentrating on the private sector.

In commercial terms, Zimbabwe's exports to the European Union resulted in a commercial surplus of more than ECU 100 million in 1993. The main exported products are tobacco (30%), minerals (30% including gold, nickel, ferro-silicon) and cotton.

As for beef trade, Zimbabwe's export quota under the Lomé IV special Protocol increased from 9 000 to 14 000 tonnes in 1993.

